

SOIRÉES Solidarité avec Cuba :

p.2

Editorial

Quand tout est important et urgent : gardons notre lucidité !

Cuba : "Que je la libère ou que je m'en empare, je pense que je peux en faire ce que je veux, pour vous dire la vérité. C'est une nation très affaiblie à l'heure actuelle", a déclaré Trump. Tout est dit sur la personne et ses intentions. Cuba souffre depuis 63 ans, et subit cette année la pire tyrannie avec le blocus total et cruel de Trump. Retardé dans ses projets par la résistance de l'Iran, Donald ne change pas de cap. Qui va défendre Cuba ? Pas l'OTAN, pas l'UE, pas la France, tous tremblent comme des poules mouillées. Et ce n'est pas si grave pour eux, ils sont anticomunistes.

Après la Cisjordanie, Gaza, l'Iran, c'est au tour du Liban de subir la barbarie Israélienne. Netanyahu voudrait finir le travail en Iran, mais cela ne semble plus être dans les plans de Trump. Le chef israélien poursuit cependant sa campagne militaire au Liban, des milliers de morts, civils pour la plupart, des enfants, femmes, personnes âgées, personnels soignants... tous y passent, un cimetière géant devrait porter son nom. Si Israël a droit à la paix et à la sécurité, les autres aussi peuvent y prétendre. Donc, la seule solution est politique, diplomatique, à condition de vouloir sincèrement la paix.

Faute de réaction internationale puissante, ces agressions militaires provoquent des désastres humains intolérables. Les dégâts collatéraux s'accumulent. Le blocage du détroit d'Ormuz ébranle l'économie mondiale, menace de récessions et de crises, de faillites et de chômage, l'inflation galopante et la politique de bas salaires aggravent toutes les difficultés sociales. Une nouvelle famine n'est pas à exclure en Afrique. Pour financer le surarmement, les Etats, dont la France, taillent dans les dépenses socialement utiles, ils empruntent une voie dont personne ne sait où elle mène.

Loin d'être abattus ou découragés face aux difficultés, les communistes, qui ont une force de travail exceptionnelle, ne ménagent pas leur peine dans la conduite du 40^{ème} congrès avec son point d'aboutissement début juillet à Lille. Juin sera chaud. A commencer par le choix du texte entre les 4 proposés, celui qui sera débattu et amendé lors des congrès de sections et de fédérations. Un grand moment de démocratie, dont le point culminant est peut-être le congrès de section car tous les adhérents y sont conviés et votent sur la totalité des sujets et sur toutes les candidatures. Bon courage à toutes et à tous.

Jean-Luc Fargier

Sommaire :

- p.1 Éditorial
- p.2 Solidarité Cuba
- p.3 Actualité-Industrie
- P.4/5 Santé - Sécu. Sociale
- P.6 Mise au point

« Il n'y a pas de plus cruelle tyrannie que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice. »

*Montesquieu, philosophe des Lumières,
auteur "De l'esprit des lois". XVIII^e siècle*



SOIRÉE SOLIDARITÉ CUBA

Pour dire NON au blocus alimentaire et énergétique de Cuba par Trump, la section PCF de Romans/BDP organise la solidarité.

SOUTIEN A L'OPÉRATION DU SECOURS POPULAIRE

Information

Témoignage

Musique



Mojito, pina
colada
3 euros

assiette
cubaine
10 euros
(empanada,
riz haricots,
crème
chocolat + 1
boisson

Les fonds collectés seront intégralement reversés au SPF. Reçu fiscal à partir de 10 euros donnés.

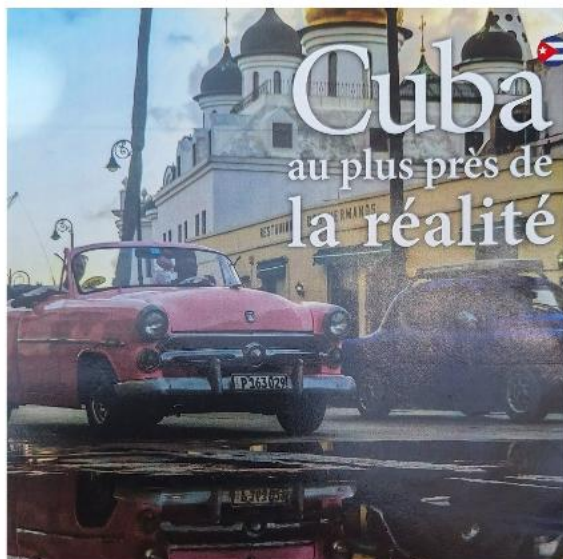
Avec la participation de **Charlotte Balavoine**, membre du PCF, de retour de CUBA et de **France-Cuba 26**.

Table de lecture avec les **Amis de la librairie Notre Temps**
Avec le soutien du **Secours populaire**.

JEUDI 28 MAI 2026
19 heures
Salle Charles Michels
Romans



Soirée Solidarité Cuba



Vendredi 29 Mai

BUIS salle JJ Coupon 18h30

Récit et images de voyage

Mireille Ausécache

Collecte de matériel médical et de médicaments

Repas cubain 15 €

Réservations 06 86 89 67 94

Organisé par « Résister au Présent » et le PCF

Besoin d'industrie et d'emplois pour se développer !



E. Macron répète à satiété que son objectif est que la France retrouve une souveraineté industrielle. Pourtant, en France, la part de la production industrielle dans le PIB est passée en-dessous de 10 %, pourtant l'industrie agro-alimentaire est passée en un an d'un solde positif de 4, 5 Md€ à 125 millions.

La désindustrialisation de notre pays est très grave¹ : pénurie de médicaments, déficit commercial industriel record (en clair : on ne produit pas assez de produits industriels en France... et pas toujours les bons), dont un déficit de la filière automobile,

pénurie de salariés qualifiés. La France enregistre un déficit de ses transactions courantes depuis 2006 (-12 milliards d'euros en 2025, soit hors tourisme -33 milliards, après -13 milliards en 2024 et -44 milliards en 2023). Cela signifie que le déficit industriel (auquel s'ajoute un déficit de produits énergétiques) n'est même pas « compensé » par les revenus nets technologiques, de services et les dividendes reçus des délocalisations ou des détentions à l'étranger, nets des dividendes versés aux non-résidents. Non seulement, il manque les produits nécessaires, mais même les revenus que devrait apporter l'entreprise « sans usines » (Serge Tchuruk) ne sont pas au rendez-vous. Et pour cause ! Le grand capital qui dirige les grandes multinationales et ses mandants, les actionnaires, les grands fonds d'investissements, cherchent avant tout du profit pour rémunérer le capital sur accumulé. Ils ne cherchent ni à fabriquer des produits concrets nécessaires pour vivre (ces derniers ne sont pour eux qu'un support pour rapporter de l'argent), ni même à développer la valeur ajoutée, richesse qui permet aux « gens » de vivre. Ils nagent dans les « eaux glacées du calcul égoïste ».

Par ailleurs, L'industrie est profondément percutée par les révolutions informationnelle et écologique : nouvelles exigences, travail bouleversé, métiers, rôle du travail humain, décroisement industrie-services (publics et privés), financiarisation, internationalisation, accords de coopération, etc. Cela appelle une nouvelle réponse.

Les conséquences sont directes sur la vie des gens : souffrances, difficultés de vie quotidienne s'accumulent. L'emploi, direct et induit, les revenus et les salaires souffrent. Au-delà l'efficacité de la recherche – fondamentale et appliquée – qui a souvent besoin d'un aller-retour avec les utilisations industrielles, est fragilisée.

Notre dépendance économique est en jeu et donc notre autonomie politique. Au-delà de la souveraineté nécessaire dans un certain nombre de domaines, nous maîtrisons de moins en moins notre avenir. Hier, nous avons imaginé le TGV, le nucléaire civil, les premiers micro-ordinateurs, l'aéronautique des XX^e et XXI^e siècle. Comment concevoir, imaginer les « solutions d'avenir » si on ne maîtrise pas des segments essentiels de la fabrication comme de la conception ? Cela concerne tout autant les composants électroniques que les logiciels, qui sont des services, et pour lesquels notre dépendance aux GAFAM est un handicap. Mais aussi les technologies que nous utilisons et pour lesquelles nous payons des royalties qui « pompent » la valeur ajoutée réalisée par les travailleurs. C'est le cas pour Mittal qui a localisé les brevets de l'acier dans sa holding du Luxembourg.

Tout cela alimente désarroi et délitement social. C'est à l'aune de ces données qu'il faut appréhender le cas de deux entreprises emblématiques de l'industrie drômoise, les Tanneries Roux de Romans et Polytechnyl de Valence. Dans la première propriété du Groupe LVMH (B. Arnault) il est proposé de supprimer 36 emplois sur 76. S'agissant de la seconde, elle a été rayée d'un trait de plume par le tribunal des affaires économiques de Lyon. Si un léger espoir semble reprendre pour Polytechnyl, il convient de rester prudent. En-tout-cas, si on veut infléchir dans le bon sens l'avenir de ces deux entreprises, il est urgent que les autorités locales économiques et politiques se saisissent à bras-le-corps de ces questions !

Jean-Marc Durand.

¹. Voir l'éditorial de la revue *Economie&Politique* de ce mois de mai



COMMUNIQUÉ - LE PCF DE LA DRÔME

Généralisation de la Sécurité Sociale : 80 ans !



Ce 22 mai 2026 marque le 80^e anniversaire de la "généralisation de la Sécurité Sociale". Elle avait été créée par le Ministre communiste Ambroise Croizat avec la contribution de son directeur de cabinet Pierre Laroque, par "l'ordonnance 45-2250" du 4/10/1945. Elle instituait la protection sociale pour l'ensemble de la population. Des professions non salariées et agricoles s'y opposaient.

80 ans après, la population place la santé au centre de ses préoccupations quotidiennes. Des mobilisations citoyennes se développent ici contre une suppression de "lits hospitaliers", là pour défendre une maternité ou un service d'urgences en manque de personnel. Ailleurs, les salariés d'EHPAD doivent se mobiliser pour des conditions de travail dignes et pour qu'un personnel suffisant assure un séjour digne des résidents.

Pour beaucoup de citoyens, l'accès aux soins est une galère, soit par manque de médecins, d'hôpitaux ou de maternité de proximité, soit confrontés à des spécialistes trop rares ou pratiquants des "dépassements d'honoraires" exorbitants. De multiples stratégies soumettent les hôpitaux à la logique des grands groupes capitalistes.

Après un vote difficile du "budget de la Sécu" (PLFSS 2026) le gouvernement prévoit "un gel" de 6 milliards d'euros sur les crédits votés, ainsi que le maintien des "exonérations" de "cotisations sociales" au bénéfice des employeurs.

La Sécurité Sociale n'est pas responsable de la dérive de la "dette de la France" surtout quand 36 Md€ supplémentaires, des ressources de notre pays vont aller à l'armement d'ici 2030.

Le PCF est déterminé à défendre et à refonder notre "Sécu" qui passe par :

- Une autre gestion des entreprises visant le développement de l'emploi, des productions, avec augmentation des salaires et plus de formation,
- La taxation des "Revenus financiers" des entreprises, 592,1 milliards en 2024 selon les "Comptes de la Nation".
- Une "modulation" des cotisations des entreprises pour favoriser celles développant emploi et formation.

L'affirmation d'A. Croizat, le 8 août 1945, à l'Assemblée Nationale, conserve toute sa valeur : **"La Sécurité Sociale est l'instrument de tous les progrès sociaux qui doivent dans l'avenir se réaliser"**.

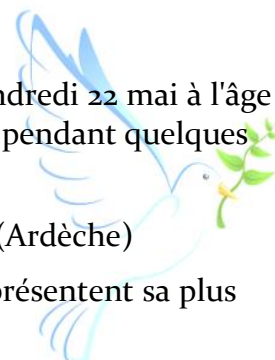
Jean Marc Durand,
Secrétaire départemental PCF Drôme.

Hommage

Notre camarade, Roger SEGOL, adhérent au PCF depuis 1966, est décédé vendredi 22 mai à l'âge de 85 ans. Il vivait dernièrement à Valence après avoir été adhérent à la section pendant quelques années après son départ à la retraite.

Son inhumation a lieu le 27 mai à **11 h**, au **cimetière du Cheylard** (Ardèche)

La fédération de la Drome du PCF et le comité de rédaction des Allobroges présentent sa plus sincère sympathie à toute sa famille





Une étude réalisée par Doctolib et la fondation Jean Jaurès note des délais d'attente allant de 16 à 164 jours pour un rendez-vous avec un cardiologue, de 5 à 153 jours pour un ophtalmologue...

Désertification médicale, population vieillissante et parfois isolée, certaines régions pâtissent plus...

L'Ile-de-France conserve les délais les plus courts pour les spécialistes. Ailleurs, les écarts persistent, ou se creusent. Dans la vallée du Lot, par exemple. « Jamais les habitants n'ont eu un tel sentiment de dégradation de l'accès aux soins témoigne un maire qui relate dans le rapport « l'angoisse profonde » provoquée par chaque « départ du dernier médecin de village ».

Mais, selon le rapport, il est toutefois difficile de désigner les territoires qui cumuleraient toutes les difficultés, car « chaque profession a sa propre géographie de l'accès aux soins ». Les spécialistes les plus sous tension sont les cardiologues (42 jours d'attente en moyenne), les dermatologues (32 jours) et les ophtalmologues (21 jours.). Le rapport révèle aussi une dégradation des délais médians chez les pédiatres, qui passent à 8 jours et les psychiatres (15 jours.).

Pour les généralistes, les principaux indicateurs sont stables, mais 47 % des départements enregistrent une hausse des délais et la part des rendez-vous à plus de 7 jours augmente de 35 %,

Et les statistiques ne prennent pas en compte « les recherches infructueuses de rendez-vous, les renoncements, les reports vers les urgences et le fait qu'un court délai d'attente peut, paradoxalement, « coexister avec une part importante de patients qui n'ont pas réussi à obtenir de rendez-vous ».

Mais le codirecteur des études à la Fondation Jean-Jaurès explique que l'enjeu n'est pas de former davantage de médecins, mais de mieux organiser le temps médical disponible » et pour preuve il indique que les délais pour une consultation ophtalmologique ont été divisés par plus de deux en huit ans sans vraiment augmenter les effectifs. Au contraire, l'attente pour un rendez-vous en cardiologie s'allonge, alors que la densité libérale a progressé.

Au-delà du constat qu'on peut partager, que le rapport n'est certes pas le premier à faire, la nature de certaines observations et conclusions qu'il formule a de quoi étonner ceux qui connaissent précisément le dossier.

S'il est difficile de désigner les territoires cumulant toutes les difficultés il reste que l'écart moyen entre

les régions les mieux et les moins dotées est important, il est pour les spécialistes de 42 % et pour les généralistes de 37 %, ce qui montre que certains territoires sont clairement abandonnés...

Quant à la coexistence de délais courts et de délais long, c'est le signe qu'une médecine à deux, voire trois vitesses s'est installée. En effet, si un patient aisé va pouvoir obtenir une consultation rapide en acquittant un dépassement d'honoraires (y compris en consultation à l'hôpital !) celui qui a moins de moyens est obligé d'attendre. Ses pertes de chance en seront accrues ! Bonjour la solidarité !

Et que le pouvoir macronien se rassure, ce rapport ne remet pas en cause sa politique d'austérité, puisqu'il conclut qu'il n'y a pas besoin de former plus, mais de s'organiser mieux !

Ce discours est une litanie qu'on entend aujourd'hui de la bouche des libéraux et corporatistes de tout poil. L'exemple cité est trompeur les deux professions concernées, ophtalmologues et cardiologues n'ayant pas du tout les mêmes possibilités de s'organiser et quoi qu'il en soit au final, malgré ces « efforts organisationnels » les délais restent longs et les écarts entre territoires considérables. D'ailleurs, s'il s'agit d'organisation, on pourrait aussi envisager de revoir celle d'une médecine qui reste libérale alors que son financement est entièrement socialisé !

Rien d'étonnant à la situation actuelle, on a formé, en 40 ans, près de 70 000 médecins en moins qu'en 1972, alors que la population augmentait de plus de 30 %. Malgré la remontée du « quota » la densité a continué de diminuer, du fait du départ des générations plus nombreuses. La baisse est continue pour les généralistes. Le nombre des spécialistes qui a un peu progressé a dépassé celui des généralistes.

Le quota retenu dans les projections officielles ne permet de retrouver qu'en 2035 la densité de 2000, année où, déjà, se faisaient sentir les tensions et ce quota prend en compte une forte présence de médecins à diplômes étrangers, qui est par nature incontrôlable et qui pose de nombreuses questions, dont d'éthique. Il faut aller plus vite, d'autant que le vieillissement de la population va induire d'ici 2050 une hausse des besoins qu'on peut évaluer à 20 %.

Sans plan de formation ambitieux, sans supprimer parcours sup et porter tout de suite et pendant 10 ans, le nombre annuel de formations à 16 000 médecins et 1 900 dentistes, point de salut pour les patients ! c'est ce que propose le PCF et c'est un choix de civilisation qui exige, car tout est lié, d'y mettre les moyens universitaires et de formation pratique en réhabilitant l'hôpital public !

Nicole Grenier Méric

Arrêtez le génocide, pas la flottille !

Coups, clavicules cassées, humiliations, agressions sexuelles, privations : les membres de la Flottille pour Gaza ont subi une escalade de la violence lors de l'interception de leurs navires par les forces israéliennes dans les eaux internationales. Le crime de ces hommes et de ces femmes maltraités et humiliés, qui voguaient vers Gaza sur les bateaux de la Global Somud Flotilla pour tenter de briser le blocus de l'entrave palestinienne. Après plusieurs jours de détention dans les geôles israéliennes, dont le journaliste de l'Humanité Émilien Urbach, l'ensemble des ressortissants français ont été expulsés lundi dernier. Des rassemblements de soutien, de partout en France et en Europe, comme à Valence ou à Crest, ont été organisés. De retour en France, les témoignages sont édifiants.

La vidéo publiée par le ministre d'extrême droite Ben Gvir, montrant des militants de la flottille agenouillés et menottés, a suscité un tollé. Les dirigeants européens, à l'exception de ceux de l'Espagne et de l'Irlande avaient jusqu'ici observé un silence complice, l'indignation se fait soudainement unanime. Tant mieux. Mais c'est bien tardif. Car si Israël s'autorise à franchir toutes les lignes rouges, c'est que la complaisance pour le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu lui a laissé toute latitude pour piétiner le droit international, un bulldozer pur produit

d'un système colonial prêt à tout pour chasser les Palestiniens de leur terre.

L'extrême violence des militaires israéliens contre les membres de la flottille nous laisse imaginer le niveau de violence qui sévit dans les prisons israéliennes. 10 000 prisonniers politiques y sont détenus, dont 350 enfants, 84 femmes, 41 journalistes. Plus de la moitié sont emprisonnés et torturés sans connaître les motifs de leur détention et pour une durée indéterminée.

Il y a quelques semaines, le 17 avril, nous manifestions à Valence, comme tous les samedi, lors de la journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques Palestiniens et exiger l'annulation de la loi d'apartheid sur la peine de mort par pendaison infligée aux seuls Palestiniens et dénoncer la torture et le génocide selon lesquels la torture est « une doctrine d'État » en Israël : prisons en instruments du génocide, un régime d'humiliation, de souffrance et d'avilissement organisés.

Malgré cette répression, le peuple Palestinien reste debout, dénonce les violations qu'il subit : il résiste et nous restons à ses côtés. Comme nous le sommes en soutenant les flottilles de la Liberté.

Pierre Trapier

Le PCF défend le droit au travail pour toutes et tous.

Un emploi sécurisé, avec un vrai salaire qui permet de vivre, de se projeter dans l'avenir, de se former, de se réorienter, répondre aux besoins du pays et relever de grands défis comme celui du climat. C'est une proposition phare du PCF : le projet de loi « Sécurité Emploi Formation ». Le PCF porte aussi le droit à la retraite à 60 ans, l'augmentation des salaires face à l'inflation et pour mieux vivre comme le propose le projet de loi déposé par les députés communistes.

La France est un pays riche et le PCF veut utiliser l'argent des entreprises, de l'État, des banques pour le développement écologique et social, Il faut investir pour une nouvelle industrialisation, pour la santé, l'école, la tranquillité publique, des transports accessibles, un bon logement pour tous, notre sécurité énergétique et alimentaire ; pour une véritable transition écologique.

JE REJOINS LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Nom - Prénom :

Adresse :

Date de naissance :

Tél. :

Adresse électronique :

Profession :

À renvoyer à PCF 26 - 10 rue Servan - 26000 VALENCE - E-mail : federation@drome.pcf.fr - 04.75.42.71.68

Hebdomadaire communiste édité par « Les Amis des Allobroges » 10 rue Servan - 26000 Valence - Tél : 04 75 42 71 68

Pour nous écrire : federation@drome.pcf.fr - Facebook : PCF Drôme

Directrice de publication : Nicole Grenier-Mérico